

# La Guinée, cette bagatelle

« Au surplus — laissez-moi le dire — la question ne me paraît pas de celles dont la discussion soit si grande qu'elle doive occuper autant de colonnes que les journaux lui en consacrent. »

(De Gaulle à la Conférence de presse du 23 octobre.)

En bon militaire, le général n'apprécie pas la liberté d'une presse qui se trouve contrainte de relever ses impairs. La décision de mettre la Guinée au piquet a paru rapidement enfantine aux plus indulgents des journaux qui ne pouvaient tout de même pas fermer les yeux quand il s'agit du sort d'importants investissements d'un grand trust comme Pechiney-Ugine. Passe encore que l'on ait coupé les crédits et retiré les fonctionnaires. Mais éluder la reconnaissance diplomatique d'un pays que l'on a rendu soi-même à l'indépendance dans les formes les plus légales relève de l'absurdité!

Les raisons invoquées par de Gaulle sont d'un sans-gêne désarmant: « La Guinée est pour nous un devenir, et nous ignorons lequel. Nous observons ce qu'elle va être et faire sous son actuel conseil de gouvernement, au point de vue de ses tendances et fréquentations extérieures et au point de vue de sa capacité d'Etat, s'il arrive qu'un Etat s'y constitue réellement. Nous établissons nos rapports avec la Guinée en fonction de ce qui se passera dans ces différents domaines. »

Le souverain a parlé... Il ne régit plus seulement les affaires de ses sujets mais s'instaure censeur des mœurs d'un Etat indépendant à l'extérieur de son empire.

Le blocus diplomatique n'a pas fait long feu et, à l'heure actuelle la Guinée a été reconnue par plus de trente pays. Les alliés occidentaux ont estimé que le « vide » qu'entendait créer de Gaulle était de mauvais aloi. Après un instant d'hésitation — et de longues consultations avec Paris, dit-on — Londres, Washington, Rome et Bonn ont reconnu la Guinée indépendante. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis sont intéressés directement par la protection des investissements réalisés en Guinée et par le voisinage immédiat de la Sierra Leone et du Libéria qui bénéficient de leur protection.

« Les diplomaties anglo-saxonnes ont voulu en premier lieu éviter, ajoute l'éditorialiste du « Monde », que Sekou Touré ne soit tenté par dépit d'exercer vis-à-vis de l'Ouest les menaces et le chantage qui ont si bien réussi à d'autres. »

Le blocus économique n'a pas beaucoup plus d'effet. Les subventions sociales et de fonctionnement ont été radicalement supprimées. Les versements pour les travaux d'infrastructure des exploitations minières n'ont pas cessé par contre et si la France s'avisait d'y mettre fin les groupes étrangers directement intéressés se substitueraient infailliblement à elle. La Guinée possède, pense-t-on, les plus importantes réserves mondiales de bauxite. Dans les sociétés qui exploitent les deux gisements de Boké et de Fria, le capital étranger, surtout canadien (Aluminium Limited) et américain (Olin Mathieson), est nettement majoritaire. Le groupe français Pechiney-Ugine ne possède que 26,5 %. Est-il besoin de dire que pas un instant il n'a été question de renoncer à l'exploitation de cette énorme richesse pour complaire à la bouderie du général de Gaulle? Ajoutons que l'exportation de l'aluminium doit rapporter à la zone franc 25 millions de dollars par an... à condition que la Guinée ne soit pas conduite à quitter la zone franc devant le refus du général de se commettre avec Sékou Touré. Cela vaut décidément réflexion.

\*\*

Le problème n'est pas facile, il faut en venir. L'exemple sera désastreux si la Guinée ne tire que des avantages de son indépendance. Ce serait accorder une sorte de prime à la « sécession » et bien mal récompenser la fidélité des « oui ». Houphouët-Boigny n'a pas tardé de sonner l'alarme:

« On laisse entendre qu'à Paris de puissants intérêts font pression pour une politique de faiblesse, de concessions à l'égard de la Guinée. Je n'ose y croire. Si cette politique triomphait, si la France donnait une préférence à ceux qui ont fait sécession contre ceux qui ont choisi la Communauté, alors, la sécession ferait tache d'huile. On doit préférer l'amitié, la fraternité des peuples aux intérêts particuliers, si intéressants soient-ils. Plaie d'argent n'est pas mortelle. On aura toujours le temps d'exploiter la bauxite de Guinée. On courra vainement derrière les amitiés perdues. »

Entre ces exigences contraires, de Gaulle doit louvoyer et chercher une voie médiane qui maintienne l'équilibre. « Le Monde » qui pense qu'à l'égard de la Guinée il faut cesser « de tenir des positions où le sentiment et les susceptibilités paraissent tenir une place excessive » ne voit d'autre alternative, pour faire contrepoids, que de mettre fin à la balkanisation en encourageant les regroupements interafricains. Cela répondrait à la soif d'unité des peuples africains et isolerait dans une certaine mesure la Guinée « qui cesserait d'exercer une attraction démesurée ». La discussion en est là à Paris.

\*\*

La Guinée, quant à elle, ne reste pas inactive. Elle se penche sur ses problèmes intérieurs et multiplie, à l'extérieur, les contacts avec les autres territoires et les partis politiques africains. Le Parti démocratique de Guinée a définitivement rompu avec la R.D.A. pour rechercher de nouvelles alliances.

Par la composition de son parti étroitement lié aux syndicats, par ses réalisations sociales, la Guinée se place franchement à l'avant-garde. Son option pour l'indépendance a été précédée, et

préparée pourrait-on dire, par une importante transformation des structures internes. Le système féodal sur lequel s'appuyait l'administration française avait été supprimé au cours de l'année écoulée. Les chefferies traditionnelles des villages et des cantons avaient été éliminées et remplacées par des assemblées librement élues par la population. Ces chefs étaient des tyrans et les principaux exploités locaux. Des dispositions concernant l'émancipation des femmes et la protection des jeunes filles ont été édictées.

Un grand système coopératif se développe actuellement aussi bien dans la ville qu'à la campagne qui englobe les transporteurs routiers, les entrepreneurs du bâtiment, les pêcheurs et les coopératives de production et de vente dans les villages. Les surfaces cultivables sont le plus souvent le bien du village et c'est dans la voie de la propriété collective des terres et des coopératives de production que s'oriente le gouvernement de Guinée.

« Pourquoi favoriserions-nous la naissance d'une bourgeoisie qui, tôt ou tard, se révélera un obstacle au progrès » exposent les militants syndicaux de Conakry.

On comprendra mieux, à la lueur de ces indications sommaires, la réflexion de Soustelle évoquant le cas de la Guinée: « ce pays de caractère totalitaire constitue une tête de pont pour les Soviétiques vers le sud de l'Afrique ». M. Soustelle va un peu vite en besogne et voit les Soviétiques partout. Sékou Touré n'est certes pas un stalinien pour avoir visité l'U.R.S.S. et les démocraties populaires au temps de son appartenance à la F.S.M. Il a eu, par contre, l'occasion de tirer des enseignements utiles de ces visites qui peuvent être bénéfiques pour l'émancipation des peuples africains.

Gilbert VERON.

## SOMMAIRE DU NUMERO DE NOVEMBRE DE QUATRIEME INTERNATIONALE

Editorial: Deux crises.

Notes éditoriales: La France sous de Gaulle. — La Révolution algérienne au tournant.

P. FRANK. — Le coup du 13 mai.

J. P. M. — Sens de l'ambiguïté du gaullisme.

R. LEBLOND. — L'Afrique noire « française » à l'heure de l'indépendance guinéenne.

J.-P. MARTIN. — Révolution « ininterrompue » en Chine.

M. K. — Le mouvement national arabe après la Révolution irakienne.

M. PABLO. — Remarques sur le nouveau programme des communistes yougoslaves.

E. GERMAIN. — La situation internationale vue de Belgrade et vue du Kremlin.

A propos du nouveau programme du Parti Socialiste Autrichien.

G. GERBEL. — Il y a 40 ans: la Révolution allemande de 1918.

Ferdinand LASSALLE. — Qu'est-ce qu'une Constitution?

M. PABLO. — Vingt ans de la IV<sup>e</sup> Internationale (IV).

Les livres: Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui, de M. Dommanget. — Le sang de Bandoeng.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale: Grèce - Inde - Indonésie - Ceylan - Chili - Brésil - Etats-Unis - France - Angleterre.

Le n° de 88 pages: 200 fr. — C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris, 64, Rue de Richelieu.

## LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

comportant:

COURS NOUVEAU, écrit par Léon Trotsky en 1923.

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION DE GAUCHE, dirigée en 1927 par Trotsky et Zinoviev.

LES « DANGERS PROFESSIONNELS DU POUVOIR », écrit par Ch. Rakovsky en 1928, alors qu'il était déjà exilé.

Ce volume est mis en vente au prix de 400 francs. Commandes à Pierre Frank, CCP 12648-46 Paris.